


PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des INSTALLATIONS CLASSEES
DPI – BPUPE – SIC – LL – n° 2015 - 

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de LENS

Société NEXANS FRANCE Coulée Continue

----- ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l' Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2007 modifié, délivré à la société LENSOISE DU CUIVRE, pour l'exploitation d'une fonderie de cuivre située sur le territoire des communes de NOYELLES SOUS LENS et SALLAUMINES ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2013 imposant des prescriptions complémentaires relatives aux rejets de l'établissement ;

VU le récépissé de changement de dénomination sociale, en date du 1^{er} novembre 2008, délivré à la société NEXANS COPPER FRANCE à LENS ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 16 décembre 2014 ;

VU la lettre de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 16 décembre 2014 informant la société NEXANS FRANCE Coulée Continue de la proposition de mise en demeure ;

CONSIDERANT que lors du contrôle inopiné de l'inspection réalisé du 28 octobre 2014, l'Inspecteur de l'Environnement a constaté le non respect de l'article 4.3.8 relatif aux valeurs limites en concentration et en flux, pour les paramètres DCO et DBO5, fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2007 modifié, d'exploiter pour le rejet repéré « point E » (eaux pluviales et industrielles).

CONSIDERANT qu'il convient de mettre en demeure la société NEXANS FRANCE Coulée Continue à LENS de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 (rejets aqueux) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2007 modifié, susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}:

La Société NEXANS FRANCE Coulée Continue dont le siège social est situé Boulevard du Marais – BP 302 – 62334 LENS cedex, est mise en demeure de respecter, pour ses installations sises sur les communes de SALLAUMINES et NOYELLES SOUS LENS, les dispositions de l'article 4.3.8 (rejets aqueux) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2007 modifié, susvisé, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant fournira de plus à l'Inspection de l'Environnement **dans un délai de 3 mois**, les conclusions des études et investigations menées relativement à l'origine des dépassements constatés dans les rejets aqueux au **point E**, ainsi que la (les) solution(s) envisagée(s).

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du **II** de l'article L.171-8 dudit Code; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4 : AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de LENS et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de LENS. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de LENS et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société NEXANS FRANCE Coulée Continue dont une copie sera transmise au Maire de LENS.

ARRAS, le 09 JAN. 2015

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général,

Anne LAUBIES



Copies destinées à :

- NEXANS FRANCE Coulée Continue - Boulevard du Marais – BP 302 – 62334 LENS cedex
- Sous Préfecture de LENS
- Mairie de LENS
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques)
- Dossier
- Chrono